

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

États-Unis : l'habitation, un enjeu électoral?

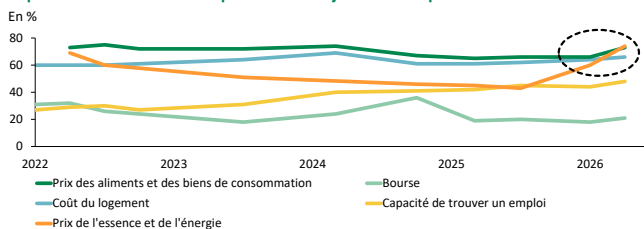
Par Francis Génèreux, économiste expert

Les élections de mi-mandat du 3 novembre auront lieu dans quelques jours. Comme nous avons récemment expliqué dans [notre analyse des principaux enjeux électoraux](#), la hausse du coût de la vie est au cœur de la campagne. Ce sujet comporte plusieurs facettes. La guerre en Iran et son effet sur les prix du pétrole ont exacerbé les inquiétudes des ménages concernant les prix de l'énergie et de l'essence, comme le démontre une [récente enquête du PEW Research Center](#) (graphique 1). Le coût des aliments et des biens de consommation est aussi toujours d'actualité. La troisième en importance est la contrainte de pouvoir se loger à un coût abordable. Les prix des propriétés qui demeurent élevés malgré un marché de l'habitation au ralenti et la nouvelle hausse des taux hypothécaires ne font rien pour calmer les appréhensions des électeurs américains à cet égard.

Graphique 1

La hausse du coût de la vie, y compris le coût du logement, inquiète les ménages

Répondants se disant très inquiets de cet enjeu économique



Pew Research Center et Desjardins, Études économiques

Les politiciens américains présentement en campagne ou l'administration Trump, qui restera en place encore deux ans, proposent-ils des solutions simples pour améliorer l'abordabilité du marché de l'habitation? Tous veulent rendre les propriétés plus abordables et l'on peut même y voir une rare éclaircie bipartisane. Toutefois, les politiques budgétaires, commerciales et migratoires ont plutôt compliqué la situation.

Il faut aussi avouer qu'il n'y aura pas de solution évidente à l'abordabilité du marché immobilier américain tant que les taux hypothécaires resteront élevés. Ceux-ci affectent évidemment la demande. L'enquête de la Réserve fédérale auprès des directeurs de crédit des banques faisait état d'une demande en baisse, ce que l'on perçoit aussi dans la diminution de 21,6 % des demandes de prêt hypothécaire en vue d'un achat depuis la mi-mai. L'offre est aussi touchée, car les propriétaires qui ont obtenu des prêts de long terme à de très faibles taux lors de la pandémie hésitent maintenant à vendre leur propriété, puisqu'ils devraient contracter un nouveau prêt à un taux bien plus élevé. Cela sclérose le marché de la revente et contribue à maintenir les ventes à un faible niveau (graphique 2 à la page 2).

Des solutions axées sur l'offre

Les politiques émanant de Washington passent généralement par une augmentation de l'offre de logement, voire des constructions plus nombreuses, qui répondrait en partie au problème de l'abordabilité. Toutefois, les conditions actuelles du marché de l'habitation ne montrent pas nécessairement un

NOTE : Plusieurs hyperliens sont disponibles en anglais seulement.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

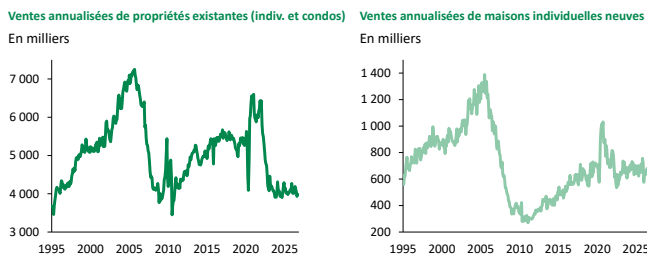
Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Génèreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Graphique 2

Les ventes de propriétés, surtout existantes, se montrent plutôt faibles

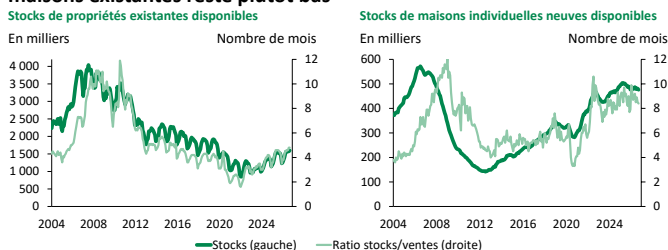


National Association of Realtors, U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

déséquilibre flagrant à ce niveau. En fait, le stock de maisons disponibles neuves est présentement élevé (graphique 3, droite). Le stock de propriétés existantes disponibles est relativement plus bas, mais il est tout de même en hausse depuis le creux postpandémique (graphique 3, gauche). Il est donc difficile de parler d'une grave pénurie de propriétés. Même pour le marché locatif, la situation n'est pas vraiment alarmante. Le taux d'inoccupation des logements est plutôt élevé et les loyers sont même en baisse selon plusieurs indices. Évidemment, ces conditions peuvent diverger selon les régions et, surtout, selon les strates de logement et de revenus. Toutefois, d'un point de vue national, il semble que le problème est plutôt dû à une rigidité du prix des maisons et au niveau élevé des taux qu'à un flagrant problème d'offre.

Graphique 3

Le stock disponible de maisons neuves est assez élevé, mais celui de maisons existantes reste plutôt bas



National Association of Realtors, U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

Un rare élan bipartisan : un exemple encourageant pour la seconde moitié du mandat de Trump

Parmi les politiques d'habitation surtout axées sur l'offre, on peut penser au *21st Century ROAD to Housing Act* qui est devenu loi le 11 juillet dernier. C'est le résultat d'un rare effort bipartisan alors qu'après plusieurs moutures et de nombreux compromis de part et d'autre du Congrès, le texte final a été adopté avec 85 votes contre 5 au Sénat et avec 358 votes contre 42 à la Chambre des représentants. Notons que le

président Trump a refusé de signer ce projet de loi, non pas en raison d'un désaccord sur son contenu, mais pour protester contre l'incapacité du Sénat à faire adopter le *SAVE America Act* (visant à resserrer les règles d'identification lors des élections). Sans veto présidentiel, le projet est tout de même devenu loi dix jours (excluant dimanche) après qu'il eut été transmis à la Maison-Blanche, conformément aux règles constitutionnelles.

Malgré l'inaction de Trump, le caractère bipartisan de cette loi est intéressant. Il permet de penser qu'il y a une manière de travailler ensemble au Congrès lorsque les opinions ne sont pas tranchées. C'est le cas pour un enjeu comme l'habitation, qui touche pratiquement toute la société. Ce compromis législatif ratifie large. On y trouve surtout des allègements bureaucratiques afin de faciliter l'octroi de permis et les nouvelles constructions. Il assouplit des règles sur les logements préfabriqués et bonifie certains programmes fédéraux. Un des éléments qui a fait le plus jaser est l'interdiction pour les grands investisseurs institutionnels d'acquérir davantage de maisons individuelles.

Préalablement à l'adoption du *21st Century ROAD to Housing Act*, le président Trump avait aussi émis, en mars 2026, deux décrets visant à alléger la réglementation fédérale (notamment environnementale) touchant la construction résidentielle, à établir de « meilleures pratiques » destinées aux États et municipalités pour accélérer l'octroi de permis, et à faciliter le financement hypothécaire. Ces décrets n'ont toutefois pas la même portée que la loi adoptée par le Congrès, qui inscrit dans la législation une série de réformes touchant l'offre, le financement et plusieurs programmes fédéraux de logement.

D'autres politiques de l'administration Trump compliquent la tâche

Bien que positives, ces mesures ne régleront pas tous les problèmes du marché de l'habitation et, surtout, elles ne garantissent pas que plus de logements pourront être construits à un prix abordable. Certaines des contraintes à cet effet sont directement liées à d'autres politiques de l'administration Trump.

Les **tarifs douaniers** constituent un premier obstacle. Plusieurs matériaux et équipements nécessaires à la construction sont maintenant soumis à des tarifs qui n'existaient pas il y a deux ans. Malgré une faiblesse prolongée de la construction résidentielle et non résidentielle, les prix à la production auprès des marchands de matériaux et de fournitures de construction ont augmenté de 26,3 % depuis deux ans. Le [Brookings Institution](#) estimait il y a un an que les tarifs gonfleraient de 30 G\$ US les coûts de l'investissement résidentiel.

La question de l'**immigration** est aussi un enjeu, quoiqu'aux effets plus complexes. Les travailleurs immigrants occupent une place importante dans l'industrie de la construction. La politique migratoire plus restrictive et l'intensification des contrôles, voire les arrestations et les déportations, ont réduit une source

de main-d'œuvre dans un secteur où les pénuries sont déjà importantes. Selon une étude du National Bureau of Economic Research citée par [The New York Times](#), l'emploi dans la construction a diminué de 7,5 % chez les travailleurs sans statut légal. Fait important, les travailleurs nés aux États-Unis subissent aussi les contrecoups des déportations. Pour chaque arrestation par la police d'immigration, six travailleurs nés aux États-Unis ont perdu un emploi, tout comme quatre travailleurs sans statut légal. Il y a cependant un autre côté à la médaille. Une immigration moins forte réduit aussi la demande de logements. L'effet net sur l'abordabilité demeure ainsi ambigu.

Il faut également compter avec un nouveau concurrent pour certaines ressources nécessaires à la construction : les **centres de données**. Ceux-ci sont déjà mal vus par une part de plus en plus grande de la population américaine et ce sujet s'est maintenant immiscé dans la campagne électorale de mi-mandat. On peut aussi y voir un effet sur le marché de l'habitation. Le boom actuel de l'intelligence artificielle mobilise beaucoup de capital (ce qui met une pression haussière sur les taux d'intérêt), mais également des travailleurs spécialisés, de l'équipement et d'autres ressources utilisées dans la construction. Les répondants des différents sondages perçoivent aussi des incidences à la hausse sur les coûts des services publics.

Et si les démocrates gagnent les élections?

Pour le moment, les sondages indiquent que les démocrates pourraient faire des gains assez substantiels pour obtenir des majorités au Sénat et à la Chambre des représentants. Toutefois, les résultats de l'élection ne provoqueront probablement pas un virage à 180 degrés concernant les politiques liées à l'habitation. L'appui bipartisan au *21st Century ROAD to Housing Act* signale d'ailleurs qu'il existe déjà un terrain d'entente sur lequel les partis ainsi que la Maison-Blanche peuvent construire s'ils le désirent.

Cela dit, il y a aussi des divergences claires. Les démocrates tenteront sûrement de mettre de l'avant davantage d'aides aux ménages, de mousser le logement abordable ainsi que des mesures d'accès à la propriété. Ils pourraient (avec l'aide de républicains) chercher à réduire les tarifs douaniers sur l'équipement et les matériaux de construction (un projet à cet effet, le *Housing Tariff Exclusion Act*, a déjà été proposé par des membres démocrates du Congrès). Une majorité démocrate s'opposerait aussi à la politique migratoire actuelle, pourrait limiter son financement et ainsi réduire les conséquences négatives sur la disponibilité de main-d'œuvre dans la construction. Comme nous avons signalé dans notre analyse du 14 octobre sur les élections de mi-mandat, il y a toutefois une limite à ce qu'un Congrès à majorité démocrate puisse faire sans l'aval du président des États-Unis.

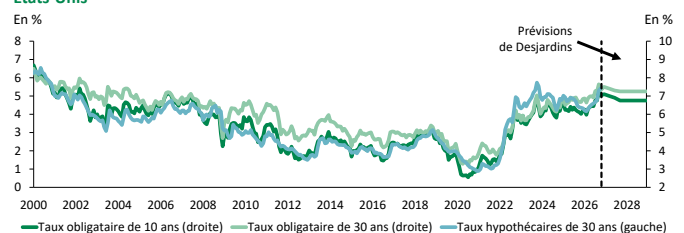
Les taux d'intérêt demeurent le nerf de la guerre

Malgré toute la bonne volonté de la classe politique, le principal problème conjoncturel va sans doute demeurer en place. Les solutions proposées jusqu'à maintenant ne seront probablement pas suffisantes pour améliorer l'abordabilité de façon notable si les taux d'intérêt hypothécaires demeurent hauts.

Or, plusieurs facteurs font que les taux sont présentement élevés et qu'ils pourraient le rester encore un bout de temps (graphique 4). Les pressions inflationnistes, qui ont augmenté avec la guerre en Iran, alimentent les anticipations des marchés et contribuent à la hausse des rendements obligataires, et, par ricochet, des taux hypothécaires. De plus, la demande de capitaux est forte aux États-Unis comme ailleurs. On a déjà abordé les besoins liés aux investissements nécessaires au développement et à l'implantation de l'intelligence artificielle. Le secteur privé n'est évidemment pas seul à avoir besoin de fonds. Les finances publiques alimentent aussi la pression. Le gouvernement fédéral américain a d'ailleurs terminé son exercice budgétaire 2026 avec un déficit de 1 992 G\$ US, soit environ 6 % du PIB. Au 30 septembre, la dette détenue par le public atteignait 32 425 G\$ US. Dans ce contexte, les choix de la Maison-Blanche et du Congrès au cours des prochaines années, s'ils amènent les finances publiques à se détériorer davantage, pourraient nuire à la capacité des ménages à se procurer une propriété. Cet effet risque d'être plus important pour l'abordabilité que toutes les mesures réglementaires et incitatives déjà adoptées. Dans ce cas, les questions de l'accessibilité de l'habitation et du coût de la vie élevé pourraient bien revenir hanter la campagne électorale présidentielle de 2028.

Graphique 4

À l'image des taux obligataires du gouvernement fédéral américain, les taux hypothécaires devraient rester relativement élevés États-Unis



Datastream et Desjardins, Études économiques

À surveiller

LUNDI 2 novembre - 10:00

Octobre

Consensus 54,6

Desjardins 53,5

Septembre 54,5

MERCREDI 4 novembre - 10:00

Octobre

Consensus 54,8

Desjardins 55,0

Septembre 54,9

VENREDI 6 novembre - 8:30

Octobre

Consensus 58 000

Desjardins 120 000

Septembre 29 000

VENREDI 6 novembre - 10:00

Novembre

Consensus 47,6

Desjardins 53,0

Octobre 48,0

ÉTATS UNIS

Indice ISM manufacturier (octobre) – L'ISM manufacturier a légèrement diminué en septembre, mais il reste tout de même élevé à 54,5. On s'attend à une autre baisse pour le mois d'octobre. Celle-ci serait un peu plus marquée tout en gardant l'ISM à un bon niveau. L'ISM pourrait reculer de 1 point pour atteindre 53,5, ce qui demeure tout de même positif pour le secteur manufacturier américain. Il sera intéressant de prendre connaissance des différents commentaires publiés avec l'indice afin de voir comment les industriels perçoivent la hausse des prix du carburant.

Indice ISM services (octobre) – Après qu'il eut diminué un peu en septembre, on s'attend à ce que l'ISM services fasse du surplace en octobre. C'est ce que suggèrent les indices non manufacturiers régionaux ainsi que les indices de confiance des consommateurs présentement disponibles, qui n'ont pas montré de direction commune uniforme, au contraire. À 55,0, l'ISM services continuerait d'être un signal encourageant pour l'économie en ce début de quatrième trimestre.

Création d'emplois non agricoles (octobre) – Les embauches se sont montrées décevantes en septembre avec une croissance mensuelle de seulement 29 000 travailleurs. On s'attend à une meilleure performance pour le mois d'octobre. On remarque avant tout le niveau étonnamment très faible des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage, qui n'ont pas dépassé la barre de 200 000 depuis le début de septembre. À cela s'ajoute l'amélioration en octobre de la confiance des ménages envers la facilité de se trouver un emploi. Ce sous-indice de l'enquête de confiance des consommateurs du Conference Board a atteint son meilleur niveau depuis avril. La principale ombre au tableau est le ralentissement des embauches nettes en première moitié d'octobre selon l'enquête hebdomadaire ADP. Ensemble, ces éléments suggèrent un gain d'environ 120 000 emplois en octobre. Il faut toutefois être prudent, les surprises lors de la publication des données d'emplois ont récemment été nombreuses. À moins d'une forte hausse de la population active ou d'un autre mouvement erratique de l'enquête auprès des ménages, le taux de chômage devrait redescendre à 4,1 %.

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (novembre – préliminaire) – Grâce à une amélioration de 1,7 point entre sa version préliminaire et la version finale, l'indice de confiance de l'Université du Michigan a pratiquement fait du surplace entre septembre (48,1) et octobre (48,0). Ce niveau est cependant particulièrement faible. On s'attend heureusement à une amélioration pour le mois de novembre. Le premier signal est la meilleure performance de l'indice du Conference Board, qui a rebondi de 7,5 points en octobre par rapport au creux de plus de 12 ans atteint en septembre. Les mouvements de cet indice ont tendance à être suivis le mois suivant par l'indice de l'Université du Michigan. La baisse des prix de l'essence et du diesel au cours des dernières semaines devrait aussi avoir un effet positif sur l'humeur des ménages. Cela dit, la Bourse s'est montrée moins positive et les taux d'intérêt ont augmenté. Comme l'enquête pour la version préliminaire se terminera le 2 novembre, les résultats des élections de mi-mandat du mardi 3 novembre ne devraient pas avoir d'incidence au-delà des attentes partisans des répondants. La publication en début de semaine de l'indice de confiance TIPP nous donnera davantage d'informations. Somme toute, on s'attend à un gain de cinq points de l'indice de l'Université du Michigan.

MERCREDI 4 novembre - 8:30

Septembre	G\$
Consensus	6,00
Desjardins	5,00
Août	4,20

 VENDREDI 6 novembre - 8:30

Octobre	
Consensus	18 000
Desjardins	40 000
Septembre	-68 300

JEUDI 5 novembre - 7:00

Novembre	
Consensus	4,00 %
Desjardins	4,00 %
17 septembre	3,75 %

CANADA

Balance commerciale (septembre) – Le Canada a probablement enregistré un excédent commercial plus important en septembre. Nous prévoyons que les exportations canadiennes ont progressé plus rapidement que les importations au cours du mois, soutenues par la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des exportations vers les États-Unis. Parallèlement, les importations ont légèrement augmenté, probablement sous l'effet d'une certaine vigueur des ventes de véhicules automobiles.

Création d'emplois (octobre) – Après deux mois de pertes d'emplois, nous nous attendons à ce que l'*Enquête sur la population active* d'octobre montre qu'environ 40 000 personnes ont trouvé un emploi au Canada. Une part importante de cette hausse devrait être attribuable aux embauches temporaires liées au référendum en Alberta et aux élections provinciales. Cela devrait faire baisser le taux de chômage d'un dixième de point, à 6,4 %, du moins pour un mois. Toutefois, comme les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis ont peu progressé au cours du mois, on peut s'attendre à une faiblesse persistante dans les secteurs exposés aux droits de douane.

OUTRE MER

Royaume-Uni : Réunion de la Banque d'Angleterre (novembre) – La Banque d'Angleterre (BoE) semble en voie de relever son taux directeur de 25 points de base la semaine prochaine, pour le porter à 4,00 %. Il s'agirait de la première hausse de taux de la BoE depuis le début de la guerre en Iran, dans un contexte où l'on observe un ralentissement de la croissance et peu d'indices d'effets de second tour découlant de la hausse des prix de l'énergie. Comme les marchés anticipent déjà un resserrement marqué jusqu'à l'an prochain, le principal risque pourrait être que la BoE cherche à tempérer les attentes à l'égard d'un cycle durable de hausses de taux.

Indicateurs économiques

Semaine du 2 au 6 novembre 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 2	10:00	Indice ISM manufacturier	Oct.	54,6	53,5	54,5
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Sept.	0,3 %	0,5 %	0,9 %
	11:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
MARDI 3	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Sept.	1,2 %	0,9 %	0,1 %
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Oct.	15 980 000	16 100 000	15 980 000
	---	Élections de mi-mandat				
MERCREDI 4	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Sept.	-108,0	-108,3	-105,6
	10:00	Indice ISM services	Oct.	54,8	55,0	54,9
JEUDI 5	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	26-30 oct.	196 000	198 000	194 000
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T3	2,7 %	2,7 %	1,4 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T3	-0,2 %	-0,4 %	1,2 %
	8:50	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	9:10	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	19:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Dallas, L. Logan				
VENDREDI 6	4:30	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	8:30	Création d'emplois non agricoles	Oct.	58 000	120 000	29 000
	8:30	Taux de chômage	Oct.	4,2 %	4,1 %	4,2 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Oct.	34,4	34,4	34,4
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Oct.	0,3 %	0,2 %	0,1 %
	9:10	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Nov.	47,6	53,0	48,0
	12:15	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Sept.	13,750	5,500	8,281

CANADA

LUNDI 2	---	---				
MARDI 3	---	---				
MERCREDI 4	8:30	Balance commerciale (G\$)	Sept.	6,00	5,00	4,20
JEUDI 5	---	Budget fédéral 2026				
VENDREDI 6	8:30	Création d'emplois	Oct.	18 000	40 000	-68 300
	8:30	Taux de chômage	Oct.	6,5 %	6,4 %	6,5 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 2 au 6 novembre 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 1							
Japon	19:30	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	nd		53,3	
LUNDI 2							
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Sept.	0,4 %	-0,2 %	1,3 %	-0,4 %
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Oct.	49,8		50,4	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	49,3		49,3	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	54,2		54,2	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	52,4		52,4	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	52,8		52,8	
Australie	22:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Nov.	4,85 %		4,60 %	
MARDI 3							
---	---	---					
MERCREDI 4							
Suède	3:30	Réunion de la Banque de Suède	Nov.	2,00 %		1,75 %	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Oct.	50,7		51,0	
Italie	3:45	Indice PMI services	Oct.	51,5		51,7	
France	3:50	Indice PMI composite – final	Oct.	48,4		48,4	
France	3:50	Indice PMI services – final	Oct.	48,4		48,4	
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Oct.	52,8		52,8	
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Oct.	51,7		51,7	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Oct.	51,9		51,9	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Oct.	51,7		51,7	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Oct.	53,1		53,1	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Oct.	53,1		53,1	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Oct.	0,4 %	4,0 %	0,6 %	3,8 %
Brésil	16:30	Réunion de la Banque centrale du Brésil	Nov.	13,75 %		13,75 %	
Japon	19:30	Indice PMI composite – final	Oct.	nd		52,3	
Japon	19:30	Indice PMI services – final	Oct.	nd		52,0	
JEUDI 5							
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Sept.	5,0 %	3,3 %	-10,6 %	2,7 %
France	2:45	Production industrielle	Sept.	0,4 %	-0,3 %	-0,3 %	0,3 %
Norvège	4:00	Réunion de la Banque de Norvège	Nov.	4,50 %		4,50 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Sept.	2,5 %	10,6 %	1,9 %	8,2 %
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Nov.	4,00 %		3,75 %	
Mexique	14:00	Réunion de la Banque du Mexique	Nov.	6,50 %		6,50 %	
VENDREDI 6							
Allemagne	2:00	Production industrielle	Sept.	-0,2 %	1,4 %	2,0 %	2,3 %
France	2:45	Balance commerciale (M€)	Sept.	nd		-6 122	
France	2:45	Salaires – préliminaire	T3	nd		0,7 %	
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Sept.	-0,1 %	0,6 %	0,1 %	0,8 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).